



Le journal de la CGT Finances publiques 13

La vie duraille et la seconde classe
Le capitalisme mute et les monstres surgissent
L'ETP nouvel outil du taux de profit
La fin du mois (surtout les 30 derniers jours)

Edito

Celles et ceux qui gouvernent, dans l'illégitimité la plus totale, ne cessent de détruire les services publics, la fonction publique, les agent•es publics.

415 milliards de crédits au titre de la loi de programmation militaire auxquels 36 milliards viennent d'être ajoutés pour militariser toujours plus l'économie et la société françaises ! 211 milliards alloués chaque année aux entreprises sans contreparties, ni évaluation ni contrôle, etc.

Pour nous, des gels et annulations de crédits qui pourraient aller jusqu'à 8 et même 10 milliards.



Toujours moins de politiques publiques, de services publics et d'agent•es publics dont les premières victimes sont les citoyen•nes et les usager•es dont les droits ne sont plus garantis et les besoins de moins en moins satisfaits. Attaques contre les autorisations spéciales d'absence, les congés pour raison de santé, le mi-temps thérapeutique, etc.

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires et des contractuel•es s'effondre avec le gel de la valeur du point d'indice, de l'arrêt du versement de la GIPA ou encore du jour de carence et de la baisse de 10 % de la rémunération versée aux agent•es qui sont en congé maladie ordinaire.

En 25 ans, le point d'indice a perdu de l'ordre de 30 % de sa valeur.

La smicardisation frappe comme jamais la fonction publique !

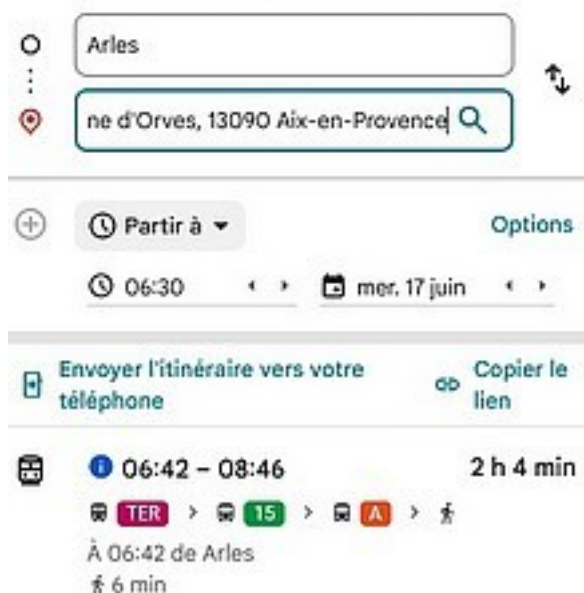
Panik dans les IK !

Frais de déplacement

Le 28 avril dernier sur Ulysse 13 a été publiée la note départementale sur la prise en charge des frais de déplacement, accompagnée d'une cartographie et d'une FAQ.

Cette note est la déclinaison locale de la doctrine de la Direction Générale du 21 janvier 2026 qui a pour objectif la réduction des Frais de déplacements dans le cadre du dispositif d'optimisation des dépenses et des achats – DODA-.

Dès la parution sur Ulysse 13, la CGT relève des incohérences ainsi que des impacts importants dans la vie professionnelle et personnelle de tous les agents et plus particulièrement des nomades (vérificateurs, géomètres, EDR, huissiers).



Des temps de trajets rallongés jusqu'à 5h par jour en cas d'utilisation des transports en commun ou le reste à charge des frais de péage en cas d'utilisation de son véhicule pour « convenance personnelle » (si vous ne voulez pas perdre un temps fou dans les transports c'est pour votre pomme).

La CGT a organisé une visio avec les EDR (la note locale les visait précisément), avec de nombreux échanges également par courriels pour faire un « état des lieux »

C'est pourquoi, dès la mi-mai, une audience a été demandée auprès du Pôle Pilotage et Ressources afin de faire valoir nos revendications.

Une délégation de la CGT, accompagnée par 2 camarades de l'EDR, a été reçue le 15 juin dernier par les responsables du pôle pilotage et ressources assistés des responsables de la division RH.

Tout d'abord nous avons fait remarquer que la DRFIP 13 a déjà réalisé 24 % d'économie sur les frais de déplacement entre 2023 et 2025 et que la direction générale n'attend dans ce cas qu'un maintien du niveau des dépenses et non une nouvelle coupe budgétaire.

La direction assume ce choix de faire des économies sur le dos des collègues pour financer des « investissements ». Vous voulez une clim qui fonctionne ? Va falloir la payer.

La cartographie a été un point particulièrement discuté.

Celle-ci détermine la présence de transports en commun entre deux résidences administratives et donc la base de remboursement des frais de déplacement. Soit les indemnités kilométriques (IK) standard soit le tarif SNCF en présence de transports en commun adaptés.

Ainsi, le remboursement sur la base du tarif Sncf 2^{de} classe permet une réduction d'environ 70 % par rapport aux indemnités IK.

En conséquence, nous avons demandé sur quels critères cette cartographie avait été établie mais aucune réponse claire n'a pu nous être fournie.

Sur la cartographie publiée avec la note, 71 % des trajets étaient remboursés sur la base du tarif SNCF

et **29 % sur la base des IK standard** (la résidence de Berre-L'Etang étant carrément oubliée, les collègues apprécieront).

Les avancées obtenues par la CGT.

A la suite de notre intervention du 15/06, renouvelée en CSAL du 16/06, nos arguments, appuyés par de nombreuses données chiffrées ont porté leurs fruits.

En effet, le 29 juin, une nouvelle cartographie a été mise en ligne.

Dorénavant ce sont 57 % des trajets qui sont remboursés sur la base des IK standards au lieu de 29%.

Un renversement de situation qui va dans le sens des agents avec une meilleure indemnisation et une qualité de vie préservée (temps et durée du trajet + fatigue).

D'autres points restent encore en attente de réponses de la part de la direction, il existe encore quelques incohérences sur la cartographie **mais la mobilisation paye**. Nous restons attentifs pour défendre vos droits, votre pouvoir d'achat et votre qualité de vie professionnelle et personnelle.

N'hésitez pas à évoquer votre situation personnelle auprès de la cellule FDD de la direction (absence de transport en commun depuis votre domicile, durée de transports démesurée) et à faire remonter les éventuelles difficultés.

Bien sûr, tenez la CGT informée des problèmes que vous rencontreriez.

Réactive, organisée, utile et efficace, c'est la CGT Finances publiques 13.

Pour le capital, la démocratie est désormais un problème.

La CGT a tenu son 54ème congrès en juin 2026. Extraits du rapport d'ouverture de Sophie Binet

Les nuages noirs s'amoncellent. Les bruits de bottes s'amplifient. Jamais, depuis 1945, il n'y a eu autant de guerres. Jamais, depuis 1945, l'extrême droite n'a exercé le pouvoir dans autant de pays: Italie, Argentine, États-Unis, Inde, Tunisie, Russie, Israël, Chili, République Tchèque, Finlande et Belgique dans des coalitions...

Cela ne se produit ni par magie ni par hasard. L'extrême droite arrive toujours au pouvoir grâce au soutien du capital ! Pourquoi ? Parce que le capitalisme est en train de muter.

Nous passons du capitalisme néolibéral qui visait à mettre les États à son service, au capitalisme libertarien qui veut détruire l'État et supprimer toutes les règles.

Son objectif est clair : remplacer le droit par la loi du plus fort. C'est-à-dire la loi du plus riche.

Trois facteurs expliquent ce basculement: la question environnementale, la fin de la mondialisation néolibérale et la révolution technologique.

D'abord, la question environnementale

Nous entrons dans un monde de rareté, les ressources ne sont pas infinies, le gâteau ne grossit plus, donc le capital, pour maintenir ses profits devient toujours plus prédateur.

Résultat, les rapports de classe s'exacerbent, le patronat refuse tout compromis (...). C'est cela qui alimente les tensions, les guerres, les conflits pour le gaz, le pétrole, les métaux rares, l'eau. Pour le capital, le greenwashing et le capitalisme vert, c'est déjà fini ! Place au climato scepticisme !

Deuxième facteur: la fin de la mondialisation néolibérale.

La division internationale du travail issue du colonialisme s'est retournée contre ses auteurs. Rappelons-nous: quand nous défendions nos usines, on nous répondait que les ouvriers et l'industrie n'avaient pas d'avenir en France et qu'il était bien plus stratégique d'être donneurs d'ordre et de faire de la recherche et du développement.

Aujourd'hui, de plus en plus de pays du Sud ne se contentent plus d'être les ateliers du monde mais maîtrisent désormais l'ensemble des chaînes de valeur.

Le libre-échange, conçu pour servir les multinationales américaines, ne leur profite plus assez. Elles passent donc à la guerre commerciale, ou à la guerre tout cours : soit le Venezuela livre du pétrole, soit le président est destitué, soit le Groenland donne accès à ses minerais critiques, soit il est annexé...

Troisième facteur : la révolution technologique.

Le numérique et l'intelligence artificielle concentrent un pouvoir et des profits colossaux.

Pour les maximiser, la Big Tech cherche à supprimer toutes les régulations pour remplacer massivement le travail humain: véhicules autonomes, guerres par IA, surveillance de masse, IA remplaçant juges, médecins, enseignants, acteurs, psychologues.

Cela produit une « société Frankenstein » sans aucun contrôle humain avec une élite ultra riche qui exploite la planète. C'est cette big Tech associée aux big oil qui a porté Trump au pouvoir ! Ne l'oublions pas !

Pour le capital, la démocratie est maintenant un problème. C'est la raison pour laquelle l'alliée indispensable du capital, c'est l'extrême droite.

L'extrême droite se nourrit des impasses de la mondialisation néolibérale.

Elle prospère sur le déclassement.

Le déclassement de notre pays, le déclassement du travail qui ne paye plus, le déclassement de nos industries qui ferment, des services publics qui se paupérissent, des territoires qui se désertifient...

Mais, pour éviter que la colère ne se retourne contre le capital, l'extrême droite désigne des boucs émissaires: les étrangers, les soient-disant « assistés », les personnes LGBTQIA+, les femmes, etc.

Et l'extrême-droite se nourrit de l'absence d'alternative : quand la gauche fait la même chose que la droite, quand elle ne parle plus du travail et se contente de répondre par des discours moraux, des discours de grandes "valeurs" ou de charité, des discours misérabilistes, l'extrême droite met ses pantoufles.

Elle s'installe. Lentement mais sûrement.

Chaque jour, l'étau se resserre. Chaque jour, des digues sautent.

Chaque jour, on s'habitue à l'acceptable. Cela ne se passe pas seulement de l'autre côté de l'Atlantique mais aussi à côté de nous. Ce sont les nouveaux maires RN qui expulsent les syndicats, coupent les budgets des associations et des journaux qui osent les critiquer, suppriment les cérémonies de commémoration de la fin de l'esclavage ou d'hommage aux mineurs.

Comme si de rien était.

Ce sont les agressions racistes et antisémites qui se banalisent dans l'indifférence.

C'est Bruno Retailleau. Qui met fin à la régularisation des travailleurs et travailleuses étrangers et qui est prêt à s'allier avec l'extrême droite face, je cite : "au danger de la gauche"...



C'est Vincent Bolloré. Qui après avoir repris en main Canal +, Itélé, le JDD, Europe 1, Prisma media, Fayard, Hachette et Relay, met au pas Grasset et s'attaque maintenant au cinéma français en rachetant UGC ! Le monde de la culture résiste : 240 auteurs et autrices claquent la porte, 4000 professionnels du cinéma dénoncent le danger de sa mainmise. Et ils sont blacklistés, dans l'indifférence du pouvoir.

Et c'est le MEDEF, qui, pour la première fois depuis 1945, traite le RN comme un parti comme les autres. Quelle déchéance morale ! Voilà ce qui arrive quand la seule boussole c'est l'argent !

Les masques tombent : la vraie idylle cachée de Jordan Bardella ce n'est pas la princesse des 2 Siciles, c'est le MEDEF ! Bardella, ami des actionnaires et ennemi de la classe ouvrière !

Dans ce contexte, le pire danger, c'est la lâcheté ordinaire. L'idée qu'il faudrait s'adapter, composer et s'habituer.

C'est exactement ce mécanisme qui permet, par petites touches, de banaliser ce qui ne devrait jamais l'être.

Alors je le redis, la CGT ne se laissera jamais anesthésier par l'extrême droite !

Soyons fier.es de la clarté et de la constance du positionnement de la CGT !

A Bercy et à la DGFIP, le taux de profit comme boussole

Quand le taux de profit prend les commandes de nos missions de service public, l'état patron peut jouer sur son capital constant (les immobilisations + dépenses intermédiaires) et sur son capital variable (le prix de la force de travail).

Faire diminuer le coût du capital constant, c'est fermer les services de proximité et de pleine compétence pour densifier les locaux domaniaux.

C'est le NRP 1 avec déjà le management « agile » et son mode d'organisation et de spatialisation de la production de service public au motif d'un travail hybride et d'une flexibilité dans son organisation. Ce sont des délocalisations / concentrations sur des pôles nationaux, la circulaire Borne 16/18 m2/agent (où le hall d'accueil mais aussi une sous-pente sont pris en compte dans les m2/agent-e !).

Quand le nombre d'agent-es diminue, alors le nombre de m2/agent augmente mécaniquement.

L'aide aux projets immobiliers – malgré le vernis de la transition écologique- doit obéir à la volonté de diminuer cette part de capital mort, de capital constant immobilisé évalué à 16/18 m2 agent.

Ici on ferme un service et hop ! Le capital constant diminue et cela devient l'affaire du Domaine : à charge pour lui de réaliser l'actif.

Faire baisser le coût du capital variable (la force de travail, sa valeur, son prix), c'est supprimer des emplois et c'est aussi tout l'objet du nouveau référentiel des emplois par service « ETP » qu'a mis en place la DG.

Intentionnellement, la DG nomme ETP ce qui n'est plus des ETP.

L'ETP est une notion budgétaire en loi des finances : 1 ETP = un emploi de catégorie C, B ou A.
2 agent-es qui travaillent à 50 % = 1 ETP.

Dans une démonstration que la CGT qualifie de bouillie confusionniste, les idéologues de la DG ont décidé d'appeler ETP, « équivalent temps plein » la quantité de force de travail disponible à la DGFIP. Puis d'établir un **référentiel emploi par service** qui correspondrait à la force de travail existante à un instant T et suffisante pour accomplir la mission.

Incluant quelques indicateurs de charges et d'environnement, le référentiel dissout comme l'acide les emplois vacants puisqu'il n'est que la somme des quotités de temps de travail réel.

- **Faire diminuer la quantité de force de travail, c'est faire diminuer la quantité de travail vivant ou capital variable.**

- **La force de travail a un prix que Bercy considère comme un coût.**
- **Diminuer le coût du travail dans le service public, c'est augmenter la rentabilité.**
- **Augmenter la rentabilité, c'est perpétuer les cadeaux fiscaux à la bourgeoisie.**

La problématique n'est plus de combler les emplois vacants mais d'ajuster les emplois à la quantité d'heure de travail déterminée chaque année à partir du référentiel « ETP ».

Comme nous l'avons précédemment expliqué, il y a les emplois votés et financés en loi des finances et un schéma d'emploi déficitaire (entrées et sorties sur l'année budgétaire) : les emplois votés ne sont pas pourvus. Cette vacance d'emplois à la Dgfp est encore accentuée par les suppressions d'emplois.

Au final, le nouveau référentiel en emploi «ETP » est la répartition du sous-emploi chronique après intégration d'indicateurs de charges et

d'environnement entièrement à la main de la DG mais avec des infos fournies... par les directions locales.

La DG se confectionne alors un volume de main d'œuvre :

- plus ou moins malléable (recrutement au profil pour les A),
- plus ou moins taillable (« etp » et surnombre = mutation obligatoire),
- plus ou moins corvéable (gestion des priorités/indicateurs et objectifs, intensification du travail),
- plus ou moins flexible (recours aux vacataires, intérimaires et contractuels et saisonniers) et par conséquent toujours plus précaire.

C'est la même logique que les grands groupes du privé qui ont recours à de la main d'œuvre temporaire pour faire face aux pics d'activité ou lisser la force de travail au plus près pour garantir le retour sur investissement et se défaire au besoin de la main d'œuvre temporaire en cas de stagnation ou de recul de l'activité.

Enfin, comment ne pas évoquer le principal pour l'immense majorité de la « force de travail » de la DGFIP ? La question salariale (traitement) - celle de la valeur du point d'indice – et la reconnaissance des qualifications !!!

Voulant substituer l'illusion du mérite (lignes directrices de gestion promotion - CREP) aux qualifications, le choix des politiques et des hauts fonctionnaires est de prolétarianiser les catégories C, B et A !

Reconnaître les « talents » ? *Mon cul* dirait Zazie ! (dans le métro où il fait chaud pour toutes celles et tous ceux qui prennent le métro).

V. Effets agrégés sur le pouvoir d'achat des agents publics

5.1 Rappel des pertes cumulées à fin 2025

Il est utile de rappeler les ordres de grandeur de la perte de pouvoir d'achat indiciaire à fin 2025, sur la base des valeurs officielles du point et de l'inflation INSEE :

Période	Inflation cumulée	Hausse du point	Perte réelle
2000 → 2025	+53,8 %	+11,7 %	-27,4 %
2010 → 2025	+29,6 %	+6,3 %	-18,0 %
2017 → 2025	+20,7 %	+5,1 %	-13,0 %

Source : INSEE — Indices des prix à la consommation ; CGT FP — Note d'analyse salaires, mars 2026 et mise à jour mai 2026.

Car oui pour augmenter le taux de rentabilité, tout en diminuant le coût du capital constant, le capital vivant (ou variable ou force de travail référentiel ETP) demeure le principal levier quand des critères de gestion capitalistes dictent le profit (ou des dépenses moindres) dans les politiques publiques :

- en réduisant le nombre d'emplois (emplois vacants + suppressions d'emplois + intensification du travail « référentiel ETP »)

- en faisant appel aux stagiaires, services civiques et précaires (contractuels- saisonniers)
- en bloquant les salaires des fonctionnaires
- en rognant sur les frais de déplacement

Extrait du [rapport annuel de performance 2025 du budget 156](#) de la DGFIP : Le taux annuel d'évolution de la productivité globale, s'établit à 2,95 % en 2025, soit une hausse de 1,33 point par rapport à 2024. L'accroissement du niveau de performance s'explique **par une diminution des effectifs en 2025 (-0,05 %), après la baisse constatée en 2024 (-0,69 %).**

Alors, agent·e ou contractuel·le des Finances publiques, tu coûterais trop cher ?

Toujours sur le rapport annuel de performance 2025 nous pouvons lire...

- **100€ d'impôts encaissé ont coûté 53 centimes en 2025.**
- **100 € de dépenses (Etat + collectivités) ont coûté 9 centimes en 2025.**

**Bref les augmentations de salaire et la refonte de la grille,
il va falloir aller les chercher !**

**La lutte des classes n'est pas une vue de l'esprit et le
syndicalisme est un sport de combat !**

Renforce la CGT pour reconquérir des droits et gagner sur les salaires !

Rejoins le syndicat !

